

LA PEUR VA-T-ELLE ENFIN CHANGER DE CAMP ?

PAR NATACHA POLONY

Dans le registre du lyrisme, il faut reconnaître qu'Emmanuel Macron est excellent. « Vos collègues sont tombés sous les coups d'un islam dévoyé qu'il nous revient d'éradiquer. » Les mots qui ont résonné dans la préfecture de police endeuillée auront-ils permis pour autant de répondre à l'angoisse des fonctionnaires de police et à l'incompréhension de nombreux citoyens ? *Le Canard enchaîné* révélait mardi soir que Mickaël Harpon, du fait de ses fonctions, aurait pu avoir accès au fichier des policiers infiltrés dans des mosquées salafistes. Et l'on se demande à quoi servent les mots, les promesses de « regarder la vérité implacable » une fois que quatre fonctionnaires de police sont morts, et que d'autres sont potentiellement en danger. Les discours à la nation sur le combat contre l'« hydre islamiste » sont sans doute nécessaires une fois qu'il est trop tard. Mais ils deviennent parfaitement vains. Et l'on ne saura même plus gré au président d'avoir pris soin, contrairement à François Hollande, de nommer l'ennemi. C'est bien le minimum.

Qui ne sent pas, en effet, que le parcours du tueur de la préfecture de police nous raconte avant tout notre incapacité à penser l'islamisme dans ses dimensions individuelles et collectives, mêlant l'idéologie et la psychologie, le naufrage politique et la lâcheté générale ? On y trouve la recherche identitaire à travers une conversion à l'islam (dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas une démarche anodine, surtout passé la trentaine), les frustrations d'un homme considérant que son handicap freine illégitimement sa carrière, dans un contexte où l'idéologie victimaire nourrit le ressentiment de tous ceux qui estiment que la société ne fait pas assez pour eux. On y trouve également un imam salafiste, qui, selon les propos même du ministre de l'Intérieur, « a fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français qui n'a pas été exécutée » et à qui « il a été décidé, depuis, d'accorder un titre valable parce qu'il a un enfant et qu'il s'est marié ». La question est certes sensible, mais le fait d'avoir un enfant né sur le sol français efface-t-il par miracle la nocivité d'un homme et son refus absolu des valeurs qui sont les nôtres ? Evitons de nous interroger, cela nous mènerait trop loin du côté de notre législation...

Le citoyen lambda reste effaré. On lui a expliqué quelques heures à peine après la tuerie qu'il « n'y avait pas de signes avant-coureurs », que rien, vraiment, ne pouvait être fait pour éviter cela. Puis il apprend que des collègues de Mickaël Harpon avaient

averti leurs supérieurs. L'homme en question, après l'attentat de *Charlie Hebdo*, avait lancé « c'est bien fait ». Un fonctionnaire de la République estime que massacrer des dessinateurs parce qu'ils ont osé dessiner le Prophète, c'est bien fait, et sa hiérarchie n'y voit pas un problème majeur. Il ne faudrait pas avoir l'air de stigmatiser. Puisque la première parole de François Hollande et de nombreux commentateurs avait été « pas d'amalgame », tout le monde a voulu se garder des amalgames.

On peut se gargariser des « valeurs de la République » dans les discours posthumes, cela n'aura jamais aucun sens si la nation dans son ensemble ne les impose pas quotidiennement et avec fierté. Ce qui signifie par exemple partager collectivement l'idée que, si l'on peut ne pas apprécier l'humour en général et celui de *Charlie Hebdo* en particulier, il est inacceptable que des croyants entendent imposer à des dessinateurs athées de ne pas dessiner Mahomet. Mais n'avons-nous pas déjà perdu sur ce terrain ? Les islamistes ont imposé le délit de blasphème puisque aucun dessinateur dans le monde n'osera plus dessiner le Prophète. Et puisque, en France même, 49 % des musulmans de 25 à 44 ans estiment que la charia doit prévaloir sur les lois de la République. Attention, ne faisons pas de lien entre ces chiffres et l'« islam dévoyé » du tueur, diront certains ! Mais n'est-ce pas le cœur du problème, justement, puisque le président de la République demande de « signaler le moindre signe de radicalisation » ? « C'est bien fait » pour *Charlie Hebdo*, n'était-ce pas un signe de « radicalisation » ou du moins de refus des valeurs de la République ?

Contrairement à ce qu'affirme Emmanuel Macron, ce n'est pas une « société de vigilance » qu'il faut bâtir mais une société authentiquement républicaine, constituée non pas de consommateurs jetant à la face des autres leur si précieuse identité et leurs exigences de respect, mais de citoyens croyant collectivement en l'émancipation de l'homme par le savoir, en sa dignité intrinsèque, en sa liberté essentielle. Une société, donc, qui organise par l'éducation les conditions de cette liberté, en s'appuyant, évidemment, sur une laïcité, non pas ouverte, ou « inclusive », mais pleine, entière et rigoureuse. Une société dans laquelle chacun se sent appartenir à la communauté nationale parce qu'elle est bâtie de manière à intégrer tous ses membres, et parce que tous ses membres veulent s'y intégrer en adhérant au projet politique qu'elle constitue. Il est évidemment plus simple de se payer de mots et de parler de résistance devant les cercueils pendant que se répand par la naïveté des uns et la lâcheté des autres un esprit de collaboration. ■



Débattons !

Parce que le débat n'est pas réservé qu'aux experts ou aux journalistes, la parole est aussi aux lecteurs.

Rejoignez-nous sur www.marianne.net/debattons